



SYNDICATS TERRITORIAUX

Nantes Métropole · Mairie de Nantes · UFICT
CCAS · Opéra Angers Nantes · École des Beaux-Arts

Nantes, le 07 Mai 2025

Lettre ouverte

Madame Johanna ROLLAND
Maire, Présidente

Madame la Maire Présidente,

Nous venons d'apprendre que la Cité des Congrès de Nantes accueillera le 5 juin prochain une soirée de financement du Fonds du bien commun, outil de propagande réactionnaire du milliardaire Pierre-Edouard Stérin.

Le journal l'Humanité révélait en 2023 que celui-ci avait décidé de consacrer la « troisième partie de sa vie », et sa fortune, à la victoire « idéologique, électorale et politique » de l'extrême-droite. Son plan Périclès, dont l'acronyme signifie « patriotes, enracinés, résistants, identitaires, chrétiens libéraux, européens, souverainistes », prévoit 150 millions d'euros de financement sur 10 ans pour mettre le RN au pouvoir. Rachat de médias, d'instituts de sondage, financement d'influenceurs catholiques conservateurs, création d'une école des futurs maires, création d'un think tank et de shadow cabinet, mise à la disposition à terme d'environ 70 salariés et d'un réseau de dizaine d'experts juridiques, politiques et de communication au service de celle-ci. Leur objectif est de conquérir 1 000 mairies dès 2026 puis l'assemblée en 2027.

Malgré un vernis de façade, les projets de Pierre-Edouard Stérin sont bien lisibles. De son propre aveu, c'est vers la Hongrie de Victor Orban qu'il est allé chercher l'inspiration au lancement de ce plan Périclès. Comme une partie de la bourgeoisie, il a fait le choix de se tourner vers l'autoritarisme, le suprémacisme blanc et catholique, et la défense d'une vision réactionnaire de la famille et de la sexualité. De nombreux collègues sont directement menacé.e.s par ce projet de société. Ces valeurs sont à l'opposé des valeurs de liberté et d'égalité au fondement de nos missions.

Notre statut a été créé en 1946 suite à la collaboration de l'État français pour donner aux fonctionnaires une responsabilité dans la défense des valeurs de la République. Nous prenons très au sérieux ces menaces sur la démocratie et appelons à lutter dès à présent pour ne pas les laisser prospérer dans l'espace public.

La tenue d'un tel événement dans l'enceinte d'un établissement public dirigé par notre collectivité, à proximité du siège de Nantes Métropole est vécu par les agents comme une provocation et un danger.

Nous vous demandons donc de prendre toutes les dispositions possibles pour que cette soirée ne se tienne pas.

Dans l'attente, veuillez agréer, Madame la Maire-Présidente, nos salutations distinguées.

Pour la CGT ,